

**Allocution de SAR la Princesse Mathilde au Collège
d'Europe, Bruges 2 février 2006.**
**Address by HRH Princess Mathilde at the College of Europe
Bruges, 2 February 2006**

Monsieur le Recteur,

Mesdames et Messieurs,

Chers étudiants,

« Le Collège d'Europe, un enseignement sans frontières, près de 400 étudiants originaires de 47 pays provenant du monde entier, offre un environnement d'apprentissage unique, compétitif, multiculturel et plurilingue ».

Quand j'ai lu cette description alléchante dans votre brochure « le Forum du Collège », j'ai été, à vrai dire, très impressionnée.

Tout de suite, j'ai compris que je me trouve aujourd'hui face à des jeunes gens curieux, motivés et engagés pour lesquels la vie est un défi dans une Europe en mouvement ; des jeunes qui seront un jour les décideurs en Europe, voire au-delà des frontières européennes.

Monsieur le Recteur, je vous remercie particulièrement pour votre aimable invitation, car elle me permet de m'adresser aux étudiants ici présents dans ce prestigieux Collège de Bruges, mais aussi à ceux qui m'écoutent sur le campus de Natolin en Pologne. Je vous salue toutes et tous !

Chers étudiants,

Je vous parlerai dans quelques instants d'un sujet qui me tient particulièrement à cœur. Or c'est un sujet que plusieurs d'entre vous, j'en suis sûre, connaissent mal ou peut-être même pas du tout. C'est pourtant un thème qui, depuis quelques années, suscite de plus en plus l'intérêt de nombreux décideurs, tant publics que privés ; un thème qui, en outre, bénéficie d'une sensibilisation croissante au sein du monde bancaire.

Il s'agit du microcrédit ou, au sens large, de la microfinance.

Soyez sans crainte, je n'ai pas l'intention de vous donner un cours théorique sur la microfinance ! Ma seule ambition est d'éveiller votre curiosité et votre intérêt. J'espère de cette façon vous faire éprouver un certain sentiment de solidarité avec les micro-entrepreneurs en vous faisant connaître un instrument financier qui, d'après mon expérience sur le terrain, s'avère efficace dans la lutte contre la pauvreté. J'ai vu des résultats encourageants lors de mes missions en Chine, au Mali et en Inde.

Mais sachons le reconnaître, la pauvreté ne touche pas uniquement les pays en voie de développement. Tout près de chez nous également - dans le Nord prospère - la pauvreté est bien présente, même si c'est souvent de façon cachée.

En quoi consiste le microcrédit auquel j'ai fait allusion ?

Les micro-entrepreneurs sont de petits indépendants dont la situation financière est souvent précaire, ce qui les exclut du système bancaire traditionnel. Une institution de microfinance met à leur disposition une petite somme d'argent, le but étant qu'ils développent une activité économique comme par exemple un commerce de chaussures ou de fruits, une bijouterie, un salon de coiffure.... Le système leur permet donc de réaliser leur rêve avec un montant modeste comme capital de départ. Ce crédit à petite échelle – il ne s'agit parfois que d'une dizaine d'euros ou de dollars - transforme peu à peu la pauvreté en progrès ; il permet aux micro-entrepreneurs de dépasser le stade de la survie au quotidien et d'esquisser des projets d'avenir.

Certes, il ne s'agit pas d'une panacée susceptible d'éradiquer la pauvreté une fois pour toutes. La participation des populations en développement à la vie économique et financière est freinée par divers obstacles et préjugés tenaces. Je songe en premier lieu à l'idée répandue que les pauvres ne sont ni rentables, ni fiables. Je pense par ailleurs à la nécessité de la proximité des services, à l'absence de cadre légal et financier approprié ou encore au manque d'accessibilité des nouvelles technologies...

En ma qualité d'émissaire des Nations Unies pour l'Année internationale du microcrédit, j'ai d'emblée choisi de mettre l'accent sur l'impact social de ce système de financement.

En effet, j'ai constaté que la pauvreté a souvent un visage féminin alors que, paradoxalement, la femme, pleine de talents et avide d'innovation, est souvent le véritable moteur de la famille. Ce sont donc les femmes qui ont largement recours aux services des institutions de microfinance. Leur objectif est non seulement d'accéder aux services financiers dont elles ont besoin, mais aussi - et surtout - d'améliorer leur statut, leurs conditions de vie et celles de leurs enfants en assurant à ceux-ci une bonne éducation et un meilleur accès aux soins de santé.

J'aimerais vous relater une anecdote que j'ai vécue en Inde il y a quelques mois ; cette histoire m'a amenée à réfléchir profondément sur l'importance du microcrédit.

Lors de ma mission en Inde l'année passée, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec plusieurs micro-entrepreneuses du Sud du pays. Ces femmes avaient voyagé deux journées entières et parcouru huit cents kilomètres en train pour me faire part de leur propre expérience du microcrédit. J'ai été frappée par l'esprit audacieux, la persévérance et la sagesse de ces femmes qui, bien que n'ayant jamais fait d'études, étaient parfaitement capables de gérer leur propre entreprise et de gagner de l'argent. Leurs profits, elles les investissaient en priorité dans l'éducation de leurs enfants.

Le fait de pouvoir raconter leur histoire et surtout d'être écoutées et prises au sérieux constituait pour elles une marque d'estime pour ce qu'elles avaient réalisé. Mais notre rencontre impliquait également la reconnaissance de leur travail par leur propre communauté, au sein de laquelle subsistent encore de nombreuses réticences à l'égard des microcrédits alloués aux femmes.

Il est important de promouvoir des instruments financiers d'inclusion qui permettent aux micro-entrepreneurs non seulement de se révéler économiquement, mais également de s'épanouir humainement.

Toutefois, notre attention pour les conséquences sociales du microcrédit devrait aller de pair avec nos efforts de pérennisation financière de la microfinance. C'est là un constat fait par de nombreux experts à l'issue de l'Année internationale du microcrédit 2005.

Dear students,

The Year of Microcredit 2005 was one of the United Nations' most successful years.

It raised awareness of microcredit, and identified not just the obstacles to a commercial viable microfinance system. It also highlighted best practices. It paved the way for the creation of a comprehensive research database - crucial for a better understanding of the demands and needs of microfinance clients.

The Year put microcredit and microfinance in general on the agenda of policymakers nationally - with the setting up of more than a hundred national committees worldwide and internationally - with the involvement of the World Bank and the International Monetary Fund and the recognition of the importance of microcredit by the G8 and other policymaking bodies.

The Year mobilised the private sector and contributed to the realisation of the Millennium Development Goals, one of which is the alleviation of poverty.

Not just microcredit, but other financial services were focused upon – savings, insurance, lending, remittances... Microfinance can and should become a viable, sustainable business; it should no longer be considered as charity in another form. The poor want support for their own economic activities to generate increased earnings.

It is well known that micro-entrepreneurs are among the most energetic groups in developing countries. And we must listen to them. Nobody knows more about the impediments to finding finance than the people who experience them.

We must give them the opportunity to participate fully in economic life - and offer them the right framework in which to do it.

This is not always easy. Basic information is still lacking – such as an actual definition of poverty – and even a definition of the very terms microcredit and microfinance.

In order to find an answer to the question “who is excluded from finance?” and to build more meaningful and inclusive financial sectors for the future, the United Nations brought together a vast number of governments, bankers, academics, regulators and policymakers.

In addition, universities, non-governmental organisations – and most importantly – microfinance clients worldwide – were included. Millions of people throughout the world became involved.

And it is my belief you too are committed.

Dear students,

I have referred mainly to microfinance in the developing world – but before concluding – I do want to draw your attention to the fact that this financial instrument is also used in the developed world – in my country as in the rest of Europe. Yes it is on a smaller scale – and within a different socio-economic context, where a well-developed social security system and a strong banking sector exist.

But here also, microcredit is used to the benefit of the “unbankable” – those who want to start up a business and improve their situation through their own efforts. At the same time, the microfinance institutions themselves want to see a more professional approach from the would-be self-employed.

Unfortunately, the public is not widely aware of the possibilities that exist.

In closing, may I say how grateful I am to be here speaking to you today. It is my strong hope that all of you will give further thought to the issues, and share ideas on how to make financial services more accessible to the poor.

As I have said before, social and economic considerations should go hand in hand.

Only sustainable efforts lead to sustainable results. Let us combine our efforts to reach the ultimate goal – the eradication of poverty.

I look forward to talking with you on this, knowing that we can learn from one another.

My very best wishes for your future endeavours.